

Comores Télécom redécouvre les vertus du syndicalisme

“Nous voulons être partie prenante dans les décisions à venir”

Finie la vie tranquille à Comores Télécom. L'heure est au rassemblement des troupes. En fin du mois dernier, l'opérateur historique avait réuni, au cours de deux grandes réunions, tout son personnel. L'une tenue au siège de sa direction générale et l'autre sur le site du centre des communications de Volo-volo. Objectif : réactiver le syndicat de la société, créé en 1996, mais qui est resté dans l'inactivité depuis la scission de l'ancienne Snpt en deux sociétés, en 2005. Une mission de trois hauts responsables de la société s'est rendue à Anjouan pour, dit-on, le même objectif. Selon le président du

conseil des chefs de département, Issa M. Ahmed-Faïck, il s'agit de “réadapter le statut du syndicat aux défis qu'exige actuellement le marché des télécommunications nationales et de renouveler son bureau”. En effet, désormais les employés veulent “être partie prenante dans les grandes décisions qui vont être prises les mois à venir. Etre des acteurs, ne plus attendre pour subir, comme lors de la scission de la société nationale des postes et télécommunications. Nous sommes dans l'obligation de nous intéresser beaucoup plus qu'avant aux enjeux des télécommunications ; puisque nous ne sommes plus, désormais, seuls sur le marché”.

Ces nouvelles résolutions sont les conséquences, pour une part, de l'ouverture du marché national des télécommunications à la concurrence, avec la signature par le chef de l'Etat, en mai 2009, du décret portant modalités pratiques de mise en application de la loi cadre des technologies de l'information et de la communication. Elles sont, encore et surtout, dues aux recommandations faites dans le rapport de l'audit mené au sein de la société d'Etat, entre mars et avril 2009, par six consultants de la Société financière internationale (Sfi), une institution du Groupe de la Banque mondiale chargée des opérations avec le secteur privé.

quement à Anjouan en mars de cette même année est aussi passé par là”, laissent entendre des personnes très proches du dossier.

“Naturellement”, monsieur le président du conseil des chefs de département de Comores Télécom “salut l'ouverture du marché national des Tic à la concurrence” qui va, selon lui, imposer “une exigence de qualité au niveau des services et tarifs des communications”. Cependant, il est pour le moins, “sceptique” quant aux capacités de la nouvelle Autorité nationale de régulation des Tic (AnrTic) de pouvoir “jouer son rôle d'arbitre dans la lutte contre la concurrence déloyale”.

Quant aux recommandations de la Sfi sur la privatisation de la société nationale, il considère “malheureux de vouloir importer des solutions pour résoudre les problèmes au niveau local sans tenir compte des réalités du milieu. Certes, la privatisation et

le defletage qui va avec pouvait être une solution pour sauver une entreprise. Mais pour le cas de Comores Télécom, ce n'est pas la mieux adaptée”. Témoin privilégié des grandes décisions prises au sein de l'entreprise ces dernières années, avec ses dix années passées au poste de chef du département Energie, il a confié, comme en passant : “Il y a des réalités à Comores Télécom que jamais repreneurs privés n'accepteraient à long terme”. Il cite le coût des communications de l'Etat estimé à environ 150 millions de francs par mois. “Sans compter le déploiement des infrastructures de télécommunications dans des régions où nous savons d'avance que nous tournerons à perte mais dont nous desservons malgré tout pour des raisons purement politiques ou autres”. “En tout cas pas commerciales”.

Kamardine Soulé

Réalités et raison d'Etat

Ce rapport aurait beaucoup insisté sur l'ouverture des capitaux de la société nationale des télécommunications, émettant la nécessité de voir l'Etat revenir à une part minoritaire dans ces capitaux. Avec, comme principale exigence, la restructuration de la boîte, avec à la clé une réduction des effectifs estimés actuellement autour de 850 employés. Seule potion, estime certains, capable de sortir l'opérateur public du marasme dont il est plongé ces derniers temps. Avec un bilan déficitaire en fin d'année 2008, la société va avoir du mal à se remettre d'aplomb : “le débar-

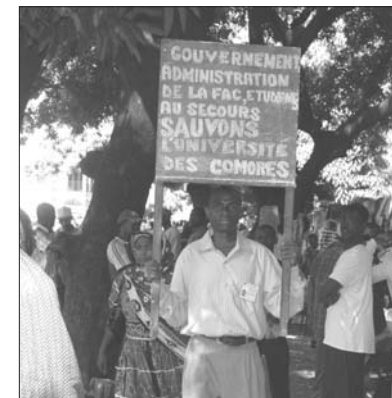


Un étudiant s'inquiète de l'avenir de l'université

L s'appelle Hamidou Sambaouma. Son initiative est à la fois courageuse et originale. Dans la journée du mercredi 15 juillet avec une pancarte, seul, il a manifesté pour protester contre les conditions de fonctionnement de l'Université des Comores. Etudiant en master 1 à l'Udc, Sambaouma débute sa manifestation solitaire devant le Centre médical urbain (Cmu), lieu de stationnement des bus en partance pour le campus de Vuni, pour faire le tour de la capitale. Le mot d'ordre de sa marche d'alerte était : “Gouvernement, administrateurs de l'université, étudiants au secours, sauvons l'Université des Comores”.

Sambaouma demande “tout simplement” que le pays se dote des moyens de pérenniser l'Université des Comores, en mettant en garde sur “le sort réservé aux diplômés de cette université”. Il dénonce aussi la “qualité de l'enseignement” et les “dysfonctionnement” de l'institution. Selon lui, “En six ans, 2245 diplômés sont sortis de l'Udc et tous sont allés gonfler les rangs des chômeurs”. “J'ai mené, dit-il, une enquête auprès d'institutions bancaires et de grosses entreprises du privé et dans d'autres boîtes. J'ai découvert que très peu de leurs employés sont issus de l'université comorienne. Si cela devait continuer, l'université fermera ses portes”, craint Hamidou Sambaouma.

Il estime que “l'Etat devrait mener une politique auprès des employeurs pour qu'il donne la priorité aux diplômés nationaux, envoyer effectivement à la retraite les fonctionnaires qui doivent en âge de l'être et mener



une surveillance pédagogique sérieuse par rapport de la qualité de l'enseignement”. Ces mises à la retraite devraient être faites “dans le souci de donner sa chance à la jeune génération”. C'est “à ce prix seulement” que l'université pourra “garder sa crédibilité”.

En ce qui concerne le disfonctionnement de l'université qui, estime-t-il, va souvent de paire avec la qualité de l'enseignement, il affirme que les travaux dirigés seraient “rares et, parfois même, inexistantes” et les heures de cours seraient insuffisantes. Sans compter que “l'Université se met à ouvrir des départements qui ne durent pas”. Il cite, dans sa lancée, le cas du département du journalisme “qui a duré un an”. “Un département d'ophtalmologie vient d'ouvrir, mais dispose-t-on des enseignants pour le diriger?, s'interroge-t-il.

Au niveau de la coopération et des bourses, Hamidou Sambaouma appelle à l'ouverture de l'université à des pays de l'Afrique et de l'Océan indien car “la seule Université de Perpignan n'est pas en mesure de recevoir l'ensemble des étudiants comoriens”. **Mariatta Moussa**

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement



VICE PRESIDENCE CHARGE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ

PROJET DE SOUTIEN AUX SERVICES FONDS D'APPUI AU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - FADC III-

SEANCES DE DIFFUSION ET DE PUBLICATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL EN CONFORMITE AUX DIRECTIVES DE SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTAL DU PROJET DE SOUTIEN AUX SERVICES (FADC III)

Dans le cadre de la publication du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), conformément aux Directives de Sauvegardes du Projet de Soutien aux Services, le Projet de Soutien au Service (FADC III) invite les bureaux d'études, Associations, ONG, les groupements, les membres de l'administration, les services décentralisés, la société civile et le grand public à participer à la porte ouverte de communication, de diffusion et de collecte des avis des concernées sur le dossier suivant :

CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

- FADC III -

Cette porte ouverte se déroulera à partir du 15 juillet jusqu'au 15 août 2009 dans les adresses ci-après :

Direction Régionale FADC NGAZIDJA, à HADOUJA MORONI
- Tél : 771 28 89

Direction Régionale FADC NDZUANI Mutsamudu
- Tél : 771 12 21

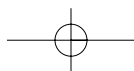
Direction Régionale FADC MOILI, Fomboni
- Tél : 772 04 32

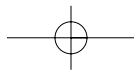
Les documents seront mis à disposition pour consultations dans les lieux indiqués ci-dessus pendant la durée sus mentionnée et dans le site Web ci-après :

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/PUBLICATION/INFOSHOP>
La Direction Nationale du FADC

Al watwan édition 1360 du jeudi 16 juillet 2009

Edition 1364 du vendredi 24 juillet 2009





Tout en présentant ses condoléances aux familles des victimes du crash du vol A310 de Yémenia survenu le 30 juin et en souhaitant que toute la lumière soit faite sur ce drame, le Snav demande aux autorités comoriennes de faire en sorte que la compagnie Yeménia ne mette pas fin à sa desserte sur Moroni.

Si tel devait être le cas, c'est toute une économie qui risque de s'effondrer", ont soutenus ses membres lors d'une conférence de presse tenue hier en début d'après-midi.

Le syndicat national des agences de voyages a tenu, hier après-midi, une conférence de presse à l'hôtel les Arcades pour présenter les condoléances envers les familles des victimes du crash du vol A310 de Yémenia survenu le 30 juin dernier et expliquer les conséquences économiques et financières sur les agences

Le syndicat des agences de voyage s'inquiète d'un éventuel arrêt des activités de Yeménia

de voyage et l'Etat comorien.

Selon Abdallah Mohamed Kassim, le président du Snav, "c'est la personne qui était à la tour de control qui pourrait nous éclairer sur le problème survenu".

Il a par ailleurs souligné que "ce même appareil avait effectué un voyage Sanaa-Londres-Sanaa trois jours avant le crash et là non plus aucun problème n'a été signalé". Le syndicat, demande à ce que "les recherches continuent sans interférence, pour qu'il y ait plus de transparence et qu'on puisse donner le maximum d'information aux familles des victimes que ce soit au niveau des Comores, de Sanaa ou de la France".

Pour sa part, le directeur d'une agen-

ce de voyage, Mwamba, a souligné que "les agences sont directement touchées dans ce drame". Il a "rappele" que "c'est l'aviation civile qui a la responsabilité des avions qui viennent aux Comores et que c'est elle qui est censée vérifier l'état des avions".

Une nouvelle polémique

Mwamba, "demande aux autorités comoriennes de prendre leurs responsabilités et ne pas attendre qu'une catastrophe intervienne pour agir".

Selon les conférenciers, "l'agence Yeménia s'apprête à fermer sa station de Moroni. Or du point de vue économique, cette compagnie contri-

bue beaucoup aux Comores", affirment-ils. Une position qui est aux antipodes de la revendication de certaines familles de victimes qui, elles, exigent l'arrêt des activités de la compagnie aux Comores. "Nous avons eu des pertes humaines, matérielles et du travail car chaque agence emploie au minimum trois personnes. Si Yeménia vient à fermer, il y aura aussi des gens qui vont partir au chômage", a déclaré, Hissane, une patronne d'agence. Elle estime que du point de vue économique, l'Etat comorien sera la première victime si la compagnie venait à fermer. En effet, toujours selon elle, le bilan de 2007 Yémenia indique plus de 291,560 millions de francs en consommation d'hydrocarbures, près

de 112 millions qui sont revenus à l'Asceca, 156 millions à Comm'air Assistance et près 166 millions aux agences de voyage. "C'est donc toute une économie qui risque de s'effondrer", a-t-elle soutenu.

Dans sa plaidoirie, le syndicat national des agences de voyage demande aux autorités comoriennes de faire en sorte que la compagnie Yémenia ne mette pas fin à sa desserte sur les Comores.

Cette unanimité dégagée par les agences de voyages sur la compagnie Yeménia, relance un autre sujet polémique avant que les boîtes noires ne soient retrouvées pour véritablement fixés les responsabilités des uns et des autres. **Asa**

Vers une cellule d'écoute dédiée aux femmes

C'est connu : plutôt que de parler de ses propres soucis, la femme a tendance à ergoter sur ceux d'autrui. Pourtant, difficile d'indiquer à ce jour le pourcentage de la population féminine aux Comores victime d'abus sexuels, de maltraitance physique ou psychologique, de violences familiales ou conjugales, etc. Le silence dans lequel se sont murées la plupart des victimes empêche toute évaluation de la portée du phénomène dans l'archi-

pel. Or, aussi longtemps qu'elles se garderont d'en parler, ces victimes continueront de subir la force brutale de leurs "bourreaux".

Alors, comment inciter ces femmes à parler des sévices dont elles sont l'objet? "Le manque d'un cadre intime où elles pourront se confier en toute liberté ne les encourage pas à se livrer" estime la présidente du Réseau femmes & développement, Rfd-Anjouan Thanaï Bint Abdou Sidi. Même son de cloche à la Direction de la promotion

du genre de l'île. Pour Haida, qui vient d'être portée à la tête de ce département depuis six mois, il y a urgence à mettre en place une cellule d'écoute pour les femmes, comme il en existe déjà pour les enfants. A l'en croire, le projet est intégré dans le plan d'action 2009 de l'Unfpa. Encore faut-il que l'Etat comorien consente à prendre en charge une partie des frais liés au fonctionnement de ces structures.

Vulgarisation de la documentation

Le travail important que les services d'écoute ont abattu ces quatre dernières années, en apportant notamment leur assistance psychologique aux enfants ou en leur prodiguant des

conseils d'orientation, est de nature à encourager les Nations unies à hâter le lancement du projet. A condition, croit-on savoir, que les agents de ces bureaux d'écoute soient pris en charge par le gouvernement, comme c'est aujourd'hui le cas dans les cellules d'écoute et de prise en charge des enfants maltraités. Ici, l'Unicef n'assure plus, depuis le 30 juin, le paiement des salaires du personnel ; il "continue tout de même de mettre son expertise au service des dites structures, notamment en matière d'assistance médicale", comme nous l'a précisé Ismaël Saadi, administrateur chargé du programme Protection des droits de l'enfant à l'Unicef.

L'autre problème souvent soulevé par les associations féminines, très actives

dans ce combat contre la violence, est celui de la vulgarisation des documents relatifs aux droits de la femme, tels que le code de la famille, la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la convention relative aux droits de l'enfant, etc. "L'enseignement de ces divers documents à l'école est très important. On pourrait, par exemple, apprendre trois articles de chacune de ces conventions par an aux élèves", propose Haida. Reste à l'Etat de se montrer plus respectueux des conventions internationales qu'il a signées, voire ratifiées en aidant la société civile à mettre en œuvre les différentes recommandations qui y figurent.

M. Inoussa

DU NOUVEAU CHEZ COMORES AVIATION INTERNATIONAL DU 07 / 07 / 09



MORONI-DUBAI 760 Euro A / R ttc
MORONI - CHINE 1155 Euro A / R ttc
MORONI - PARIS CDG 1050 Euro A / R ttc
MORONI - SEYCHELLES 457 Euro A / R ttc
MAYOTTE - SEYCHELLES 639 Euro A / R ttc

TOUS LES MARDI
DEPART : HAH 03H00 ** RETOUR HAH 10 H

CONNECTION A MAHE SEYCHELLES
BORD A BORD 50 Minutes D'ESCALE
AVEC EMIRATES AIRLINE



BON VOYAGE !!! BON VOYAGE !!! BON VOYAGE !!!

Religion

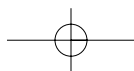
Le pèlerinage à La Mecque est interdit aux plus âgés et aux plus jeunes

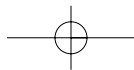
Cette année, le pèlerinage est interdit aux plus jeunes, aux malades chroniques et aux personnes âgées. Ainsi en ont décidé les ministres de la Santé des pays arabes, craignant le risque d'une propagation à grande échelle de la grippe H1N1. La Tunisie, qui a suspendu le Omra (petit pèlerinage) vient de renforcer les critères de sélection des candidats au hajj. Aux Comores, aucune mesure n'est encore prise.

C'est presque certain : le nombre de candidats comoriens au pèlerinage de cette année sera en chute. Et pour cause : les ministres de la Santé des pays arabes viennent d'interdire aux plus jeunes, aux malades chroniques et aux personnes âgées d'effectuer le voyage en raison de l'épidémie de grippe porcine qui sévit dans plusieurs coins de la planète. Ces trois catégories de candidats sont considérées comme les plus fragiles et les plus vul-

néables à la maladie. A ce jour, l'épidémie a tué plus de 700 personnes dans le monde, selon les statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (Oms). Dans la région orientale de la Méditerranée, qui englobe le Proche et le Moyen-Orient, on a dénombré près de 100 cas. Les ministres de la Santé de la Ligue des Etats arabes (Lea) indiquent, en outre, que si un vaccin a pu être trouvé avant le pèlerinage, les pèlerins devront tout de même fournir une cer-

tification d'immunisation pour obtenir leur visa. Chaque année, les Comores convoient en moyenne 600 candidats à La Mecque. Les agences de voyage devront donc revoir à la baisse leurs prétentions. Comme un malheur ne vient jamais seul, le crash de l'A-310 de Yeménia n'a rien arrangé, loin s'en faut. Il va se poser sûrement, le moment venu, le problème du transport de ces candidats vers les Lieux saints de l'Islam. **MI**





Depuis 15 heures, plusieurs fans de football ont pris d'assaut les meilleures places pour ne pas rater Jacm-Elan, l'affiche de cette première journée de phase retour du championnat de première division officielle par Moussa Hamidou Ali, assisté par Ahamada Chatoi et Mohamed Souleimane.

La reprise du championnat national de football était attendue après près de deux mois de repos liés à diverses raisons dont le deuil national. A partir de mercredi, les footballeurs remettaient les crampons dans les différents stades mais les yeux des amateurs du ballon rond étaient rivés sur le stade de Mitsudje où se déroulait le derby de la ville. Depuis 15 heures, plusieurs fans de football ont pris d'assaut les meilleures places pour ne pas rater Jacm-Elan, l'affiche de cette première journée de phase retour du champ-

Reprise du championnat de football

Le derby de Mitsudje se solde par un nul

ionnat de première division, officiee par Moussa Hamidou Ali, assisté par Ahamada Chatoi et Mohamed Souleimane.

Le début de la rencontre n'enthousiasmait pas les amateurs qui ne

reconnaissaient pas le jeu des deux équipes. Ce jeu à la limite de l'amateurisme n'a pas empêché Mounir de marquer à la 22^{ème} minute un but très contesté par les joueurs de Jacm qui revendiquaient une faute sur leur

gardien. C'est l'euphorie dans le camp adverse.

Une joie de courte durée. A la 24^{ème} minute, Moustakim frappe un coup franc en plein petit filet opposé du gardien d'Elan club. Les rouges, qui reçoivent Elan pour ce derby, remettent les pendules à l'heure deux minutes seulement après l'ouverture du score.

La suite se résumait aux occasions ratées, mauvaises passes entre autres précipitations. Après la mi-temps, les deux équipes ont décidé de garder les mêmes systèmes de jeu mais de faire quelques mises aux points techniques et tactiques. Avec son 4-3-3, l'entraîneur de Jacm a demandé à ses joueurs de "contrôler le ballon pour gagner le temps" tandis que du côté des jaunes, qui évoluent en 4-4-2, ils ont choisi de "jouer en une touche de balle pour espérer marquer dans les dix huit premières minutes de la 2^{ème} mi-temps". Une 2^{ème} mi-temps loin d'être fructueuse pour les deux équipes.

Au terme de quatre vingt dix minutes de jeu, le derby de Mitsudje se solde par un match nul (1-1). Ce résultat ne fait vraiment l'affaire des deux clubs. Jacm se trouve en position de reléguable et une victoire allait le relancer dans le championnat. "On prend seulement un point sans entraînement ni préparation. Ce n'est donc pas mal mais on n'a plus droit à l'erreur pour rassurer nos dirigeants car on a fait trop de matchs nuls cette saison", déclarait

Ahmed Bousri (Babao, ndlr) à la fin de la rencontre. Pour Abdallah Dafiné, président du club des supporters, "les joueurs ont répondu aux attentes mais il y a eu un manque de concrétisations".

Du côté d'Elan club, le match ne s'est pas passé comme ils s'étaient préparés. "Le placement, la précision et la tactique n'ont pas été au rendez-vous", regretta Acoté, l'entraîneur adjoint. "On s'était préparé à contrôler la balle et faire le jeu mais ce ne fut pas le cas", poursuivait Mahamoud Mohamed, le 10 des Jaunes. Le club a donc raté une occasion de ne pas être distancé par le trio de tête.

Toutefois, plusieurs personnes ont déploré l'arbitrage. Ils ne reprochaient pas au trio du jour d'avoir fait du favoritisme pour l'une ou l'autre équipe mais considèrent qu'ils ont cassé le rythme de la rencontre. "Ils sifflaient même de tous petits contacts comme un match de division inférieure", disaient certains et "n'étaient d'accord entre eux", relayaient d'autres.

Irchad Ousseine Djoubeire

Résultats de la 12^{ème} journée

Etoiles de Comores/Coïn Nord : 1-3
Jacm/Elan Club : 1-1
U.S. Selea/Volcan Club : 0-0
Djabal/Etoile Polaire : 2-1
Apaches/KAZ :



LE PROJET D'APPUI AU SECTEUR DE
LA SANTÉ AUX COMORES RECRUTE

SON CHEF DE PROJET
(Homme ou Femme)



En étroite collaboration avec l'Expert Technique International (médecin), le/la Chef de Projet National aura pour attributions la mise en oeuvre des actions suivantes:

- l'appui au démarrage du projet
- l'animation et le management de la Cellule Projet
- la mise en oeuvre des activités, le suivi organisationnel, technique et financier du projet
- l'appui au Ministère de la Santé de l'Union et aux Directions Générales des îles
- l'interface du PASCO avec l'Agence Française de Développement de Moroni
- **Profil souhaité du (ou de la) candidat (e) :**
- Nationalité Comorienne indispensable
- Diplôme Bacc +4 en Gestion / Administration / Finances/ Droit ou équivalent.
- Expérience de travail de 5 ans minimum pour des projets de développement (ou de santé)
- Bonne connaissance des procédures et outils de gestion de bailleurs bilatéraux ou internationaux.
- Bonnes capacités en planification par objectifs, budgétisation et micro-planification et suivi budgétaire,
- Capacité à élaborer des dossiers de consultation et d'appel d'offres
- Capacité de travail en équipe, de délégation des tâches, capacités de synthèse
- Excellente capacité de communication et de rédaction
- Bonne connaissance des logiciels bureautiques courants et de tableau à entrées multiples.
- Poste basé à Moroni
- Rémunération suivant le profil du (ou de la) candidat (e)

Si vous pensez avoir le profil requis, vous êtes le Chef de Projet pour PASCO.

Soumettez-nous votre dossier de candidature complet en un seul envoi

- composé des documents scannés suivants :
- CV détaillé avec photo récente et coordonnées pour contact rapide
- Lettre de motivation
- Photocopie de la carte nationale d'identité Comorienne
- Photocopie des diplômes et des certificats de travail
- Attestation des formations continues suivies
- Noms, adresses, téléphones des personnes référencés à contacter
- Par voie postale et par mail aux adresses suivantes :
- **E-mail : recrutement.pasco@fthm.mg.**
- **Adresse postale : FTHM Conseils**
- **5^{ème} étage, Immeuble ARO Antsahavola BP 7631**

101 Antananarivo-MADAGASCAR

A la réception de votre candidature par e-mail, FTHM Conseils vous enverra un accusé de réception vous garantissant la prise en compte de votre dossier dans le processus.

Date limite pour la réception des dossiers :
24 Juillet 2009



Sport du baccalauréat pour les sous centres de Mitsamihuli et Ntsaweni

Après Fumbuni et Mbeni, l'épreuve d'Education physique et sportive (Eps) a débuté lundi dernier au stade international de Mitsamihuli, pour les 1286 candidats respectifs des sous centre de Mitsamihuli et de Ntsaweni.

Le sport du baccalauréat se déroulait à partir du lundi au stade Saïd Mohamed Cheikh de Mitsamihuli. 1286 candidats, dont 628 garçons et 658 filles été concernés par cette deuxième étape de l'examen. Chaque élève avait trois disciplines individuelles et collectives à passer. L'épreuve s'est déroulée en trois jours. Elle a regroupé les candidats inscrits respectivement aux sous centres d'examen de Mitsamiouli et de Ntsaweni. "Nous avons débuté l'épreuve le lundi 20 juillet pour finir le mercredi 22 juillet. Nous sommes contraints de respecter ce calendrier. Car nous allons continuer, le sport à l'Institut national de la jeunesse et des sports, ce week-end avec les candidats absents durant la grève qui a eu lieu à Moroni", a dit Hassane Mohamed Abdou qui assure la coordination du fonctionnement de l'épreuve sportive.

Les élèves ont passé, dans l'après-

midi du lundi, aux jeux individuels et collectifs. Aux jeux collectifs, les groupes sont composés par sexe. "Les filles constituent leurs équipes à part tout comme les garçons. Ils vont s'affronter entre eux en football, handball, volley-ball puis en basket-ball", a précisé le chef du sous centre, Nassur Ibrahim.

Le saut en longueur, le triple saut, le lancement du poids, la gymnastique sont, entre autres, les disciplines sportives individuelles qui ont été mises en pratique par les élèves. "J'ai opté pour la gymnastique. C'était ma dernière étape après la course d'endurance et le hand ball. J'ai passé ces épreuves avec beaucoup de stress". Le sport s'est passé, ici, sans aucun incident majeur. Contrairement aux années précédentes, les élèves ont été, cette fois-ci, soutenus médicalement par des agents de la Croissant rouge.

Elie-Dine Djouma

